

Et si on interdisait l'islam en France ?

Olivier ARNAUBEC

2023 LE MUR



hypothèse, une supposition.

Je pense qu'on a encore le droit en France de faire des

Ceci est une

hypothèses en France.

Imaginons :

Depuis le début de l'année 2015, une série d'attentats commis par des musulmans frappe la France.

Le peuple français choqué veut comprendre pourquoi des hommes tuent au nom d'une religion.

Ils découvrent alors que c'est le coran, le livre sacré des musulmans, qui commande aux musulmans de tuer les mécréants, ceux qui ne croient pas à Allah et donc tous les non-musulmans.

Certains commencent à lire le coran, d'autres se contentent de lire les versets les plus criminels et se demandent comment un tel livre qui véhicule une idéologie de haine peut-être vendu en France.

Le peuple, mais aussi les députés et certains maires vont également se renseigner sur qui était vraiment Mahomet, le prophète de l'islam, le bon modèle à suivre pour tous les musulmans. C'est alors qu'ils découvrent avec horreur que Mahomet était un pillard sanguinaire, assoiffé de sang qui a tué plus de 600 juifs en une journée.

En cherchant à comprendre l'idéologie de l'islam, les gens comprennent qu'ils ont affaire à une idéologie politique visant à prendre le pouvoir sur toute la planète, une idéologie pire que le nazisme.

Une dernière question divise les gens : pourquoi a-t-on appelé une telle idéologie « une religion d'amour et de paix ». C'est alors qu'ils découvrent la notion de « taqiya ». Il s'agit d'un droit et d'un devoir pour tout musulman de mentir pour tromper l'ennemi (le mécréant). Ainsi l'islam nous ment pour mieux nous envahir.

Désormais, les députés et une grande partie du peuple français se demandent comment supprimer l'islam de notre pays.

C'est alors qu'ils se souviennent de la loi About-Picard, loi n° 2001-504 du 12 juin 2001 tendant à renforcer la prévention et la répression des mouvements sectaires portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

L'islam rentre parfaitement dans ce cadre, puisque cette

religion politique totalitaire porte atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

Le gouvernement, pressé par l'opinion et les partis politiques, n'a pas d'autre choix que de voter la fermeture des mosquées et des écoles coraniques.

Devant les protestations de la communauté musulmane et des pays voisins comme l'Algérie et le Maroc, le gouvernement interdit tout signe islamique sur le territoire national et demande aux musulmans français de choisir de rester ou retourner dans leur pays d'origine : Maroc, Algérie, Sénégal par exemple.

Il y a bien sûr quelques scènes de violences autour de certaines cités, mais l'armée entre alors en scène pour épauler la police et l'Etat reprend peu à peu ses territoires perdus. Plus aucune zone de non-droit ne doit exister en France.

Les émeutes continuent pendant quelques mois mais les émeutiers sont vite expulsés de nos frontières qui sont désormais sous le contrôle de la police et de l'armée. De nombreuses caches d'armes sont découvertes : des armes de poing, des fusils d'assaut et même des lances roquettes sont découverts. La DGSI met la main sur des documents prouvant que l'Algérie et le Maroc ont établi un plan visant à prendre le pouvoir en France par la force armée au cas où l'islamisation pacifique échouerait. Le gouvernement français décide de rompre tout contact diplomatique avec les 57 pays islamiques de la planète et rappelle ses ambassadeurs.

Pour montrer qu'on ne plaisante pas, ordre est donné de détruire les mosquées et les minarets de notre territoire. Tout signe de l'islam devant être définitivement effacé. Le coran et autre livre sectaire comme « La voie du musulman » est désormais interdit de vente en France.

Aucun repas de substitution ne doit plus être servi dans les cantines scolaires. Les produits halals sont désormais interdits de vente et les boucheries musulmanes doivent fermer ou se reconvertir en boucherie normale.

On expulse plus de la moitié des musulmans de France, l'autre

moitié décide de rester et de s'intégrer.

Très vite, des pays voisins comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Suisse nous emboitent le pas en adoptant la même attitude vis-à-vis de l'islam.

Les émeutes et les attentats appartiennent désormais au passé. Le nombre de délits et de crimes a chuté spectaculairement en France ainsi que le nombre de voitures brûlées.

Les Etats-Unis, le Canada et d'autres pays démocratiques rejettent eux-aussi l'islam. Le mot d'ordre est de ne plus jamais tolérer l'intolérable.

Ce qu'on n'avait pas imaginé, c'est que désormais, les pays musulmans incapables de s'étendre sur d'autres territoires, se sont lancés depuis peu dans des guerres internes et notamment sunnites contre chiites mais aussi entre pays de l'OCI pour savoir qui va diriger l'Oumma.

Un nouveau projet vient de naître dans l'esprit de nos dirigeants : devons-nous faire une croisade pour attaquer les 57 pays de l'OCI de l'islam afin d'apporter la liberté, la démocratie et les droits de l'homme partout dans le monde. Mais ça, c'est une autre histoire.

Paix et amour aux hommes de bonne volonté !

Thierry CUMPS

<http://islam-et-islamisation.blogspot.fr>